Thomas d'AQUIN (1225-1274)
Dernière mise à jour le 15 janvier 2011

Thomas d'AQUIN est un religieux italien de l'ordre des dominicains. Il est considéré comme l'un des principaux penseurs chrétiens du Moyen Âge. Ses conceptions sur l'échange, le juste prix et le taux d'intérêt, jettent les premières bases permettant quelques siècles plus tard à la pensée et à la vie économique de se libérer du carcan de la religion et de la morale¹.

Une réflexion sur le taux d'intérêt

Au Moyen Âge, l'Eglise enseignait qu'aucun chrétien ne doit se faire marchand et les marchands sont mal vus. Cette interdiction se fonde sur des versets bibliques qui dénoncent le prêt à intérêt², ainsi que sur la critique aristotélicienne de la chrématistique (voir la fiche sur [ARISTOTE](#)). Cette interdiction fut intégrée au droit laïc sous CHARLEMAGNE et perdura pendant tout le Moyen Âge. Elle s'appuie aussi sur la critique de la chrématistique par ARISTOTE pour qui l'argent ne devait pas pouvoir "faire des petits". Elle est néanmoins remise en question par quelques théologiens et juristes au XIIIe siècle, au nombre desquels les dominicains-économistes de [l'école de Salamanque](#).

Par ailleurs, l'interdit est partiellement contourné au cours de la période médiévale par le biais de la lettre de change.

Mais dans l'ensemble c'était un grave péché pour un chrétien que de prêter à intérêt. De plus, même si le taux n'était pas « usuraire » au sens actuel, le prêt à intérêt était de toute façon assimilé à de l'usure. Ainsi, en 1271, le troisième concile de Latran, dans son canon 25, avait formellement interdit l'usure, c'est-à-dire donc, le prêt à intérêt³. Le concile de Vienne, en 1311, allant plus loin encore, *"avait condamné pour hérésie le fait même de défendre l'idée que l'usure n'était pas un péché."*⁴.

Au moyen-âge, les usuriers étaient souvent des étrangers ou des non chrétiens, essentiellement les juifs, car on admettait qu'ils n'étaient pas obligés de se conformer aux préceptes d'une religion qui n'était pas la leur et par ailleurs ils n'avaient pas le droit d'exercer bon nombre d'activités. De plus, dans la religion juive, il n'est pas interdit de prêter aux non-juifs. Il est seulement interdit aux juifs de se prêter entre eux. Ils se réfèrent en effet à la clause exprimée dans l'Ancien Testament, au vingt-troisième chapitre du Deutéronome (23-19) : *« Tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère, intérêt d'argent ou intérêt de nourriture, de toute chose qui se prête à intérêt. »* Le verset suivant (23-20) concerne explicitement la possibilité de prêter aux non-juifs : *« Tu pourras tirer un intérêt de l'étranger, mais tu n'en tireras point de ton frère, afin que l'Éternel, ton Dieu, te bénisse dans tout ce que tu entreprendras au pays dont tu vas entrer en possession. »*. C'est sur ces deux versets que s'appuie pour les juifs la pratique du prêt à intérêt aux non-juifs. Entre eux ils ne se prêtent pas avec

¹ Voir aussi « [Le prêt à intérêt dans l'histoire des faits et des idées économiques](#) »

² Dès cette époque, on voit le prêt à intérêt condamné par le Concile de Nicée sur le fondement de l'Ancien et du Nouveau Testament, puis par les Capitulaires de Charlemagne (Le capitulaire est un acte législatif de l'époque carolingienne. Il est divisé en petits chapitres nommés *capitula*, d'où le nom de capitulaire).

³ Pourtant, dans le Nouveau Testament, l'interdiction du prêt à intérêt est peu explicite. Dans l'Évangile selon Luc, le prêt est mentionné, mais sans parler explicitement d'intérêt : *« et si vous prêtez à ceux de qui vous espérez recevoir, quel gré vous en saura-t-on ? Les pécheurs aussi prêtent aux pécheurs, afin de recevoir la pareille. »*. Et aussi *« Mais aimez vos ennemis, faites du bien, et prêtez sans rien espérer. Et votre récompense sera grande, et vous serez fils du Très Haut, car il est bon pour les ingrats et pour les méchants. »*.

⁴ Voir Niall FERGUSON, [L'irrésistible ascension de l'argent](#), pages 31-32

intérêt, ils ne prêtent à intérêt qu'aux gentils [c'est par ce doux nom que les juifs appellent les non-juifs]⁵.

Est-il permis de vendre une chose à un prix plus élevé que son juste prix ?

Pour d'AQUIN, le juste prix est le prix qui permet au vendeur de rentrer dans ses frais d'avoir un niveau de vie convenable. Pour savoir si le prix que le vendeur exige est le prix qui lui permet de rentrer dans ses frais, de ne pas être lésé, il y a deux possibilités : soit on peut vérifier directement, soit on peut comparer avec d'autres objets identiques. En fait, si quelqu'un se plaint par exemple d'avoir payé plus que le juste prix, on peut aller devant un tribunal qui tranchera. Cela vaut aussi pour un vendeur qui aurait vendu un bien moins cher que son prix par ignorance par exemple. La détermination du juste prix est affaire d'honnêteté et d'information. Mieux on connaît la chose que l'on vend, mieux on connaît le marché du produit, et mieux on peut déterminer le juste prix.

Est-ce qu'il est permis de vendre une chose plus chère qu'on ne l'a achetée ?

D'AQUIN répond oui mais seulement si l'on a apporté une certaine valeur ajoutée, pas si c'est simplement de la spéculation. Il considère ainsi qu'acheter un bien parce que l'on pense que son prix va augmenter dans l'avenir (c'est-à-dire « spéculer ») est une activité moralement condamnable. Cette idée selon laquelle le fait de spéculer est moralement condamnable reste largement répandue aujourd'hui encore, mais n'a cependant pas empêché la spéculation de prendre des proportions énormes dans la vie économique.

Peut-on demander un intérêt si on prête de l'argent à quelqu'un ?

En principe, comme on l'a vu, la réponse à cette question est non. En effet, selon l'église, l'argent doit seulement servir à faciliter les échanges, pas à gagner de l'argent. Le problème, comme on l'a vu c'est que le prêt d'argent répondait à un besoin. AQUIN a donc développé l'argument suivant : si quelqu'un prête de l'argent, il se prive de la somme qu'il prête, il a donc droit à une compensation. Donc il peut stipuler un dédommagement dans le contrat de prêt. Il doit cependant s'agir d'une juste compensation et dans ce cas, on l'appellera un taux d'intérêt.

Thomas D'AQUIN ouvrit ainsi la voie à d'autres arguments qui furent par la suite avancés pour justifier le prêt à intérêt. Ainsi, peu à peu, les esprits allaient admettre les notions d'intérêt et de profit et le capitalisme et l'économie de marché allaient pouvoir se développer⁶.

[Retour à la liste des principaux économistes](#)

⁵ L'interdiction du prêt à intérêt figure également dans l'Exode (22-24), le Lévitique (25,35-37) et Ezéchiel (18,8 ; 13,7 ; 22,12).

⁶ Il y a l'argument du risque : celui qui prête de l'argent prend le risque de ne pas être remboursé. Donc il a droit à ce titre d'exiger une prime de risque, à condition qu'elle ne soit pas excessive. Il y a l'argument du manque à gagner : celui qui prête de l'argent se prive de la possibilité d'utiliser cet argent de façon productive (par exemple en l'investissant dans l'achat d'un troupeau de bestiaux). Donc il aurait droit à ce titre d'exiger une compensation pour ce manque à gagner. Il y a l'argument de la carence de liquidité : celui qui prête de l'argent liquide se prive lui-même d'argent liquide. S'il a besoin de cet argent avant l'échéance, il va devoir emprunter et payer un taux d'intérêt. Donc le taux d'intérêt qu'il est à son tour en droit d'exiger correspondrait à la rémunération de cette carence de liquidité. Il y a enfin l'argument de la patience ou de l'abstinence : Celui qui se prive d'argent et fait l'effort d'attendre qu'on le rembourse. Par contre, celui qui a emprunté l'argent peut satisfaire immédiatement le besoin de dépenser. Donc le prêteur est patient et l'emprunteur impatient. Il est alors normal de faire payer un intérêt à celui qui est impatient et de donner une prime à celui qui est patient. On dit alors que le taux d'intérêt rémunère l'abstinence.